



ALL WORKERS MILITANT FRONT (W. F. T. U. Affiliate)

5b, Ag. Filotheis str., 105 56 Athens, GREECE.

Tel.: +30210 3305 219, +302103301842, +302103301847.

Fax: +30210 3902 864.

E-mail: international@pamehellas.gr <http://www.pamehellas.gr>

Appel à la grève du PAME

20 NOVEMBRE 2024 - GRÈVE GÉNÉRALE

TOUS DANS LES SYNDICATS - TOUS DANS LA LUTTE

**TOUS AUX RASSEMBLEMENTS DES CENTRALES SYNDICALES RÉGIONALES, DES
FÉDÉRATIONS, DES SYNDICATS**

A ATHENES, A 10H30, AU PROPYLAEA

DE L'ARGENT POUR LES SALAIRES - L'ÉDUCATION - LA SANTÉ

LA GRECE HORS DES ABATTOIRS DE LA GUERRE

Le PAME appelle tous les syndicats, toutes les fédérations et les centrales syndicales régionales à donner toutes leurs forces pour le succès de la grève nationale de 24 heures du 20 novembre dans les secteurs public et privé.

Le moment est venu de coordonner tous les travailleurs et leurs syndicats, de mener une action commune contre la politique antipopulaire du gouvernement et des groupes d'entreprises qui oppriment nos vies.

Il n'y a pas d'autre choix que de lutter pour le succès de la grève partout, rien ne sera gagné si nous ne luttons pas, si nous ne luttons pas pour nos propres intérêts. Les grandes grèves menées par les ouvriers du bâtiment, les cheminots, les livreurs, les hôteliers, les mineurs de la zone de construction navale, les dockers, les ouvriers des chantiers navals, les travailleurs de la santé, les enseignants montrent la voie, donnent de l'espoir et de l'optimisme pour que d'autres secteurs se joignent à eux.

Parce qu'il y a le côté vivant des syndicats et des luttes, le côté unificateur et militant qui se bat pour renverser la situation hideuse et la dévaluation de l'action collective. Les directions bien connues de la GSEE et de l'ADEDY (membres de la CES en Grèce), qui soutiennent la politique du gouvernement, en sont responsables et font partie du problème.

Le gouvernement impose la doctrine : les travailleurs perdent pour que les groupes d'entreprises gagnent.

L'attaque du capital contre nos droits se poursuit. Nous sommes constamment les perdants, tandis que les propriétaires des groupes d'entreprises sont constamment les gagnants, ceux qui s'enrichissent de notre travail, de l'inflation, du génocide de peuples comme le peuple palestinien par l'État meurtrier d'Israël !

Le projet de loi du ministère du travail sur le salaire minimum et les conventions collectives vise non seulement à annuler le rôle des syndicats, mais aussi à légiférer sur une réduction permanente des salaires des travailleurs. Un plafond salarial automatique. La nouvelle méthode de calcul du salaire minimum sera basée sur les lignes directrices de l'Union européenne, les lois des mémorandums que tous les gouvernements de la ND, du PASOK et de SYRIZA ont votés et mis en œuvre. Des lois qui ont aboli la négociation collective et la négociation collective au profit des groupes d'entreprises. Des lois qui démantèlent le temps de travail journalier fixe, les 8 heures et 5 jours, ils veulent imposer les 6 jours, l'aménagement du temps de travail avec des heures de travail de 10 à 13 heures, le travail non rémunéré jusqu'à 1,5 heure par jour. Ce sont des lois qui ont légitimé l'impunité des employeurs pour imposer des horaires de travail épuisants, des heures supplémentaires non payées, pour fixer les salaires sectoriels.

Rappelons que par une loi du Conseil des ministres en 2012 (le co-gouvernement de ND - PASOK et de l'extrême droite Karatzaferis), du jour au lendemain, les salaires minimums ont été réduits de 22% et de 32% pour les jeunes de moins de 25 ans, abolissant ainsi la convention collective générale nationale de travail signée. Le salaire moyen a été réduit de 40 %, obéissant aux appels du FMI, de l'UE, des groupes d'affaires, des armateurs et des banquiers.

L'UE, le gouvernement et les employeurs ont gelé les accords. Les salaires réels sont inférieurs de 14 % à ceux de 2011. Les employeurs refusent de signer des conventions collectives ; ils veulent abolir le salaire minimum sectoriel et l'assimiler au salaire minimum de la convention collective nationale. Ils veulent abolir les spécialisations et consacrer pleinement la flexibilité et le dépassement du temps de travail. Ce n'est pas un hasard si en 2024, seuls 8 accords nationaux sectoriels ou interprofessionnels ont été signés, dont 2 seulement sont devenus obligatoires !

Le critère de compétitivité et de rentabilité se traduit pour les travailleurs par des bas salaires et des rémunérations qui s'arrêtent avant la fin des 15 jours. Dans le même temps, les entreprises cotées à la bourse d'Athènes ont accumulé plus de 22 milliards d'euros de bénéfices nets au cours des deux dernières années.

Nous vivons et travaillons dans une vaste vallée de Tempi.Des profits trempés dans le sang des travailleurs !

Dans le même temps, ils marchandisent davantage le fonctionnement de secteurs critiques tels que la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau, les transports, la sécurité sociale, les infrastructures et les services de protection civile en cas de catastrophes naturelles. Nous sommes confrontés chaque jour à l'absence de mesures visant à protéger notre santé et notre sécurité au travail. Chaque jour, il y a un collègue mort ou gravement blessé !

Nous tournons le dos aux larbins des patrons à l'intérieur des syndicats, nous marchons sur la voie de la subversion.

Les directions de la GSEE et de l'ADEDY ont une grande responsabilité. Leur attitude au fil des années a été le principal allié des gouvernements pour faire passer et mettre en œuvre tout l'appareil anti-ouvrier qui a poussé les salaires au seuil de pauvreté, en cultivant la logique de l'unique et du sacrifice pour le profit des groupes d'affaires. Ils ne réclament même plus en paroles l'abolition des lois et réglementations anti-ouvrières. Leur logique est que ce qui a été fait ne change pas.

La seule certitude pour eux est leur soutien déclaré à la direction prise pour atteindre les objectifs fiscaux stricts et la rentabilité des groupes d'entreprises. Ils cultivent le fatalisme selon lequel rien ne sort des luttes et que la solution réside dans la recherche de « sauveurs gouvernementaux » et dans l'abandon des politiques antipopulaires. Dans cette quête, les directions compromises de la GSEE et de l'ADEDY veulent jouer un rôle de premier plan.

La Grèce hors des abattoirs de guerre - Palestine libre

Nous n'acceptons pas que nos besoins fondamentaux et quotidiens soient sacrifiés pour donner des milliards aux armements de l'OTAN, pour des missiles, des frégates, des avions de guerre. L'implication plus profonde de notre pays dans les plans et les guerres impérialistes, les bases US-OTAN en Grèce et l'envoi de forces grecques dans les plans impérialistes créent des dangers incalculables pour notre pays et notre peuple.

Nous n'acceptons pas que, depuis tant de mois, 500 000 euros par jour soient consacrés à la frégate en mer Rouge, ce qui équivaut au budget annuel d'un hôpital, à la construction de dizaines de nouvelles écoles, à l'embauche d'enseignants et d'instructeurs. Nous n'acceptons pas de payer sur le budget de l'État 7 milliards par an pour les objectifs de l'OTAN et l'implication de la Grèce dans les guerres, alors qu'il n'y a aucune mesure pour protéger nos vies contre les catastrophes naturelles. C'est pourquoi nous luttons pour le désengagement de notre pays des guerres impérialistes, que nous payons avec des conséquences économiques sanglantes et des risques qui laissent entrevoir la possibilité d'une nouvelle crise économique capitaliste généralisée.

Personne seul ! Nous renforçons notre solidarité avec tous les syndicats, tous les lieux de travail et tous les secteurs qui luttent pour les justes revendications des travailleurs.

Nous envoyons à la poubelle la nouvelle monstruosité anti-ouvrière du ministère du Travail sur le salaire minimum et les accords sectoriels.

Nous donnons toutes nos forces pour intensifier la lutte et les revendications pour :

- L'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières qui sapent les conventions collectives et les heures de travail journalières fixes.
- 7 heures - 5 jours - 35 heures, un travail stable avec des droits. Non au travail sur 6 jours, aux formes d'emploi flexibles, au travail non rémunéré et aux heures supplémentaires non rémunérées, à la réglementation du temps de travail.
- Augmentations salariales et conventions collectives. Clause d'ajustement des salaires en fonction de l'inflation. Rétablissement de la convention collective du FEOGA, salaire minimum de 950 euros.
- Augmentation de 20% pour les fonctionnaires. Rétablissement des ^{13^{ème}} et ^{14^{ème}} salaires dans le secteur public, octroi de toutes les échelles de salaires, suppression de la séparation inacceptable dans la progression des salaires en fonction de la catégorie d'éducation.
- Rétablissement des acquis tels que les contrats de trois ans incluant la période 2012 - 2023, le principe du contrat le plus favorable, l'après-emploi et l'accumulation, les congés dominicaux, le paiement des heures supplémentaires.
- Protection substantielle des femmes qui travaillent et de la maternité par le biais de conventions collectives. Rendre obligatoire et universelle l'allocation de mariage de 10 %.

- Augmentation substantielle des pensions. Rétablissement des 13e et 14e pensions. Incorporation du différentiel personnel. Aucune pension inférieure à 80 % du salaire.
- Allocation de chômage pour tous les chômeurs sans conditions à 80 % du salaire.
- Mesures contre la précarité et pour la protection des revenus des travailleurs et des personnes. Allocation non imposable de 12 000 euros pour chaque travailleur et de 3 000 euros pour chaque enfant. Réduction des prix et tarifs sur l'énergie et les biens de consommation, suppression de la TVA et des impôts indirects sur tous ces produits pour les ménages actifs et populaires.
- Une éducation exclusivement publique, gratuite et revalorisée pour tous. Abolition des entreprises et de toutes les barrières de classe et mise en place de filtres dans l'éducation.
- Un système unique de santé et de protection sociale, exclusivement public et gratuit, pour tous, afin de répondre à tous les besoins de la population en matière de services modernes de prévention, de traitement et de réadaptation. La santé est un bien social garanti et non une marchandise.
- Sauvegarde légale de la protection du logement du premier peuple, non aux expulsions et aux ventes aux enchères. Des aides au loyer substantielles. Planification globale du logement visant à répondre aux besoins de la classe ouvrière et du peuple, rétablissement de l'OEK et renforcement du programme de construction appartenant exclusivement à l'État. Prêts non subventionnés pour les bénéficiaires.
- Mesures en faveur de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail.
- Protection des libertés et des droits syndicaux.
- Désengagement de notre pays des plans et guerres impérialistes organisés par les États-Unis, l'OTAN et l'UE. Arrêt immédiat du génocide des peuples palestinien et libanais. Solidarité avec les réfugiés.

Notre force est l'organisation. Notre arme est la solidarité. L'espoir dans la lutte. TOUS À LA GRÈVE GÉNÉRALE DU MERCREDI 20 NOVEMBRE.